

LA LETTRE DU **18 JUIN** *Le combat de l'avenir*

Vingt-sixième année – n^{os} 202 – janvier 2018

Président-fondateur : Jacques Dauer

Siège social : 4, rue Raymond-Queneau, 75018 Paris – **Rédaction et courrier** : Boîte postale 48, 94700 Maisons-Alfort et acadgaul1@free.fr – Directeur de la publication : Georges AIMÉ – *Les textes reçus non publiés ne sont pas retournés à leurs expéditeurs ; les articles doivent nous parvenir dans la première semaine du mois, ils engagent la seule et unique responsabilité de leurs auteurs – Publication diffusée via la toile. Dans le cadre de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, les utilisateurs de cette lettre d'information disposent d'un droit d'accès, de modification et de suppression concernant leurs données personnelles. Ce droit peut s'exercer en nous envoyant votre demande par voie postale ou par courriel (adresses ci-dessus).*

Tous nos articles sont sur www.academie-gaullisme.fr

Vœux

Les années s'égrènent. Chacune porte en elle nos espérances. Déçues trop souvent. Nous vous disons tous nos vœux pour que les joies et les bonheurs familiaux s'allient aux attentes ardentes d'un redressement français.

On ne ressuscite pas le passé mais là où se porte le regard on n'oublie pas l'exemple apporté par le Général de Gaulle.

L'action qui fut la sienne n'a pas été due à ses seules clairvoyance et conscience de l'Histoire. Elle a été portée par des qualités humaines sans lesquelles jamais elle n'aurait pu être mise en œuvre.

Nous attendons de ceux qui nous gouvernent qu'ils s'en inspirent.

Luc Beyer de Ryke et Georges Aimé.



ARABIE SÉOUDITE, UNE NOUVELLE TEMPÊTE DANS LE DÉSERT

par **Luc BEYER de RYKE**

Le désert d'Arabie, caillouteux, pierreux, s'étend à perte de vue. Le lieu de notre expédition est un plateau vaste, découpé, dont les bords escarpés et rocheux sont nimbés d'une brume bleutée. Il a pour nom *Edge of the World*, le bout du monde. À plus d'une centaine de kilomètres de Riyad, la pureté de l'air fait

oublier les pollutions urbaines. Nous contemplons, immobiles, nous laissant envahir par la beauté du spectacle, le bleu du ciel, les nervures d'un sol dont la grisaille dorée par le soleil se parsème de cailloux au noir d'ébène et d'autres aux couleurs de sable.

SOMMAIRE – Pages 1 et 2 : **Luc Beyer de Ryke**, *Arabie séoudite, une nouvelle tempête dans le désert* – Page 3 : **Luc Beyer de Ryke**, *de Gaulle-Fayçal, l'Académie du Gaullisme à Riyad* – Page 4 : **Ernest Renan**, *Qu'est-ce qu'une nation ?* – Pages 5 et 6 : **Pierre Chastanier**, *2017, l'année Macron* – Pages 7 à 10 : **Marc Dugois**, *Espoirs* – Pages 11 et 12 : **Christine Alfarge**, *Compte rendu du dîner-débat du 6 décembre présidé par Frédéric Casadesus*, thème « *Le protestantisme en France, en Europe et aux États-Unis* » – Pages 13 à 18 : **Paul Kloboukoff**, *Bonne année 2018 ? Sans doute moins que ce qu'espéraient les Français.*



Soudain le silence et l'immobilité de l'air sont rompus par l'écho d'une explosion forte, lointaine, assourdie. Nous nous interrogeons. La réponse arrive peu de temps après. L'ambassade de France dont nous sommes les invités s'inquiète et nous informe. Un missile vient d'être tiré par les rebelles Houthi du Yemen sur le palais royal Yamana à Riyad. Après avoir parcouru des centaines de kilomètres, il a été intercepté et détruit en vol par les batteries antimissiles, en bordure de la capitale. Ces batteries, nous les avons remarqués aux abords de l'aéroport en quittant Riyad sur la route qui nous conduisait vers le désert. Route qui ensuite devient une piste où seules des 4 x 4 permettent de franchir les oueds et s'arracher du sol pour vaincre les escarpements. Les batteries sont des « Patriot ». Lors de notre passage, elles étaient survolées à basse altitude par des « Black Hawks », des hélicoptères d'assaut. Lorsque l'ambassade nous renseigne et demande que nous retournions aussitôt à Riyad, *l'Edge of the world*, fait figure aujourd'hui de précipice.

Le monde des périls

« L'Arabie heureuse » des orientalistes est devenue l'épicentre des périls. Elle est prise en étau entre l'Iran chiite et Daesch, sunite, qui fait de la monarchie wahabite un objectif prioritaire. Configuration qui se broche sur une révolution sociétale conduite au pas de charge et au nerf de bœuf par M.B.S., le prince Mohamed ben Salman, investi par son père des pleins pouvoirs. C'est le prince qui a voulu la guerre au Yemen. Elle est ravageuse, ruineuse et meurtrière. Le budget s'épuise. Pour remplir les caisses, M.B.S. s'en prend à la corruption. Elle est endémique, Usant de la raison ou du prétexte, M.B.S. a fait arrêter de nombreux membres de la famille royale. En regagnant le soir le quartier diplomatique où nous résidions, nous passons devant le *Ritz Carlton*. L'hôtel le plus luxueux de Riyad est une immense bâtisse. Dans la nuit toutes les lumières sont allumées. Entouré de hauts murs, l'édifice ressemble davantage à une

caserne qu'à un hôtel. Aujourd'hui il est devenu une prison. De luxe, certes, mais prison quand même. Lors de notre séjour quelques autres princes y avaient rejoint des détenus. Sans qu'on le proclame, des religieux sont également incarcérés. Où ? On l'ignore. Ceux-là le sont pour s'opposer aux exigences de M.B.S. désireux de libéraliser le wahabisme. En autorisant l'ouverture de cinémas (qu'on est en train de construire) et l'autorisation pour les femmes de conduire. Une révolution dans le royaume. Les Muttawah, la police religieuse, se voit tenue en laisse. Elle qui, il n'y a pas si longtemps, avait battu l'ambassadeur du Portugal pour avoir participé à une soirée fine. Ces réformes trouvent un accueil favorable auprès d'une partie large de la population. Dans plusieurs restaurants où nous nous sommes rendus, on peut voir de séoudiennes revêtues toujours, comme toutes les femmes séoudiennes ou non, de leur abaya mais dévoilées. Impensable il y a quelques années.

Par contre M.B.S. adresse de mauvais signaux pour accompagner sa politique de réformes. Il exige des sacrifices financiers et lui-même s'achète un yacht somptueux, le château de Louveciennes en France et un tableau (le plus cher du monde) de Léonard de Vinci. Quant au développement économique du pays, il passe par des voies peu orthodoxes. M.B.S. entreprend la création d'une vaste zone commerciale avec l'Égypte, la Jordanie et un troisième larron dont le nom ne se prononce pas mais qui s'appelle Israël. Des contacts secrets ont été entrepris. L'Iran est devenu la source de tous les périls et l'ennemi prioritaire.

Macron et M.B.S.

La rencontre entre M.B.S. et Emmanuel Macron a été tendue. Lorsque le président français a fait savoir qu'il se rendrait aussi à Téhéran, son interlocuteur lui a rétorqué qu'une entreprise française qui ferait affaire avec l'Iran trouverait porte close en Arabie. Macron ne s'est pas laissé démonté. « jamais on ne m'a parlé sur ce ton,



avec une telle brutalité » M.B.S. a parlé ensuite de gastronomie pour détendre l'atmosphère. Mais que sera la suite, on l'ignore. L'Arabie doit renouveler sa flotte de la mer Rouge. Une partie est d'origine française. Elle pourrait bien désormais n'être qu'américaine. Obama était détesté pour ses « avancées » iraniennes. Trump a été accueilli avec enthousiasme. Dès son arrivée, un contrat militaire de 140 milliards de dollars a été conclu. Les relations personnelles avec Trump et les siens sont au zénith. Et l'aide de la C.I.A. permet de déjouer tous ces temps-ci

des attentats fomentés par Daesch. Autant de composantes qui rassemblées constituent les marqueurs d'un embrasement généralisé au Proche-Orient. Les missiles Houthi, en fait iraniens, en direction du palais royal, les pressions séoudiennes sur le Liban avec l'enfermement du Premier ministre « libéré » par la France, l'ambassade U.S. transférée à Jérusalem sont l'image d'une spirale et d'un engrenage. Peut-on l'arrêter ou cela équivaut-il à l'impossible c'est-à-dire à arrêter le temps ?

■

De Gaulle - Fayçal L'Académie à Riyad

L'Académie du Gaullisme était à l'honneur à la mi-décembre à Riyad. C'est en ma qualité de président que l'ambassade de France m'avait convié et associé à la commémoration de la rencontre à Paris entre le Général de Gaulle et le roi Fayçal le 2 juin 1967. Rencontre un peu oubliée mais d'importance. Elle eut lieu trois jours avant la guerre préventive déclenchée par Israël. Le Général n'avait pas été entendu lorsqu'il avait réaffirmé que la France tenait Israël pour un fait accompli et garantirait son existence mais qu'il décernerait le carton rouge à celui qui entrerait en guerre. Ce fut l'État hébreu « *peuple d'élite, peuple sûr de lui et dominateur* » dont le Général prévoyait que devenu conquérant on lui imputerait la « tension déplorable » qui résulterait d'une guerre en Orient.

« *C'est pourquoi d'ailleurs la V^e République s'était dégagée vis-à-vis d'Israël des liens spéciaux et très étroits que le régime précédent avait noués avec cet État...* » Le monde arabe en avait su gré au Général. L'ambassadeur de France à Riyad, François Gouyette, un des grands arabisants du Quai entouré d'une équipe précieuse et compétente a mis les petits plats dans les grands pour évoquer la rencontre de Paris et raviver ainsi les relations franco-séoudiennes. Sous l'égide du professeur Philippe Pétriat de la Sorbonne, un historien et diplomate séoudien, Faisal Almedjfel, proche de la famille royale ainsi que moi-même étions conviés à jouer notre partition. Le privilège de l'âge, si tant est que cela en soit un, me permettait d'apporter des « éclats d'Histoire ». Peu de temps après la rencontre de Paris, invité en Arabie, j'y fus reçu en audience par le roi Fayçal. C'était au lendemain de mai 68 et le roi me confia son inquiétude de voir le Général pris dans ce tourbillon. Au fil des souvenirs je fis part de l'admiration pour le Général confiée par Ben Gourion malgré leur dissentiment politique. Et pour conclure comment Yasser Arafat, rencontré au soir de sa vie, isolé, prisonnier à la Mouquatta, devant moi, avait déboutonné son col de chemise pour retirer une petite croix de Lorraine qui ne le quittait pas et portait comme un talisman. Nous prîmes la parole devant le prince Turki bin Fayçal, le huitième fils du roi Fayçal, directeur de la fondation qui porte son nom. Dans le même temps une exposition rassemblant les rares témoignages de la rencontre de Paris fut inaugurée. Ce fut pour le service culturel de l'ambassade un petit exploit de les retrouver dans les archives. En tout point une réussite. ■



QU'EST-CE QU'UNE NATION ?

(conférence faite à la Sorbonne en 1882)

par Ernest RENAN

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans la passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : "Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes" est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie.

« Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques ; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de race et de langue. Je disais tout à l'heure : "avoir souffert ensemble" ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun.

« Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. Oh ! je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins brutal que le droit prétendu historique. Dans l'ordre d'idées que je vous soumets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : "Tu m'appartiens, je te prends". Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un en cette affaire a droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à s'annexer ou à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul critérium légitime, celui auquel il faut toujours en revenir.

« Nous avons chassé de la politique les abstractions métaphysiques et théologiques. Que reste-t-il, après cela ? Il reste

l'homme, ses désirs, ses besoins. La sécession, me direz-vous, et, à la longue, l'émiettement des nations sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci de volontés souvent peu éclairées. Il est clair qu'en pareille matière aucun principe ne doit être poussé à l'excès. Les vérités de cet ordre ne sont applicables que dans leur ensemble et d'une façon très générale. Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ? Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître.

« Par leurs facultés diverses, souvent opposées, les nations servent à l'œuvre commune de la civilisation ; toutes apportent une note à ce grand concert de l'humanité, qui, en somme, est la plus haute réalité idéale que nous atteignons. Isolées, elles ont leurs parties faibles. Je me dis souvent qu'un individu qui aurait les défauts tenus chez les nations pour des qualités, qui se nourrirait de vaine gloire ; qui serait à ce point jaloux, égoïste, querelleur ; qui ne pourrait rien supporter sans dégainer, serait le plus insupportable des hommes. Mais toutes ces dissonances de détail disparaissent dans l'ensemble. Pauvre humanité, que tu as souffert ! que d'épreuves t'attendent encore ! Puisse l'esprit de sagesse te guider pour te préserver des innombrables dangers dont ta route est semée !

« Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. "Consulter les populations, fi donc ! quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantin." Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé. » ■



2017 : L'ANNÉE MACRON !

par Pierre CHASTANIER

En ce début d'année, je termine cette mes interrogations concernant l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron et la manière dont les Français ont finalement accepté ce « hold-up » magnifiquement réussi d'un candidat qui n'avait pas quarante ans lors de son élection et dont plusieurs d'entre vous ont parfois estimé que je lui reprochais trop son jeune âge.

C'est vrai que me souvenant de l'état d'esprit que j'avais à quarante ans, après un parcours différent (ingénieur + médecin) mais de difficulté comparable au sien (sciences Po + ENA) et surtout en pensant à toutes les erreurs que j'avais pu commettre par manque d'expérience à cet âge et à tout ce que j'ai pu apprendre depuis, je reste convaincu que même s'il réagit vite et si la fonction lui permet d'être entouré de nombreux conseillers, les dérapages sont possibles et potentiellement dangereux.

C'est vrai qu'il vaut mieux un président jeune et intelligent qu'un vieil imbécile mais on a vu par exemple chez Valéry Giscard d'Estaing, tout aussi brillant (X + ENA) ou chez Jacques Chirac (sciences Po + ENA) les erreurs que la jeunesse faisait commettre lorsque ils furent confrontés, Giscard en 81, Chirac en 88, à un vieux renard, François Mitterrand, autrement plus rusé qu'eux.

Qui sait si un autre jeune loup, Laurent Wauquiez (ENM + ENA) ne tombera pas en 2022 dans le même panneau contre un Emmanuel Macron dont le cuir se sera vite tanné !

J'ai souvent comparé la vie au devenir d'une bille d'acier qu'on lance en haut d'un panneau de bois planté de clous qui, au hasard des chocs, peut ressortir en bas à des points totalement inattendus.

Un jour, en 2002, Emmanuel Macron qui a tout juste vingt-cinq ans rencontre au cours de son stage ENA en préfecture de l'Oise, Henry Hermand, polytechnicien qui a fait fortune dans l'immobilier commercial, âgé alors de quatre-vingts ans. Des liens communs avec Paul Ricœur les rapprochent et très vite Hermand devient son « mentor » et l'aide financièrement pour qu'il s'installe à Paris.

Après s'être enflammé dans sa jeunesse pour Pierre Mendès France, Hermand, pygmalion à la bourse bien remplie, avait déjà aidé financièrement et conseillé Michel Rocard puis participé à la fondation du « think tank » socialiste *Terra Nova*.

En 2015, déçu par François Hollande, il mettra ses réseaux et sa fortune au service de l'ex-ministre de l'Économie dont il ne tarit pas d'éloges même s'il n'hésite jamais à le recadrer « *Il perd parfois son temps, c'est un peu ridicule* ».

Il prête ses locaux parisiens à « *En Marche !* », le conseille sur ses grandes orientations, incite toutes ses relations d'affaires à l'aider en s'inspirant de la campagne d'Obama.

Sa mort rapide libèrera finalement le jeune président d'un conseiller exigeant à qui il devait tout.

Grâce à lui toutefois s'agglutineront rapidement d'autres soutiens qui n'aiment pas la lumière, Jacques Attali, qui l'a repéré quand il sortait de l'ENA, tout en estimant qu'il « *incarnait le vide* », mais qui lui ouvrira tout de même son vaste carnet d'adresses, Pierre Bergé, mitterrandien de la première heure, Xavier Niel, dont on admire le



succès industriel en oubliant son passé moins glorieux, Alain Minc qui voit en lui « *le seul candidat authentiquement européen* », Jean Pisani-Ferry, Gérard Collomb et bien d'autres qui au cours des Primaires viendront au secours de la victoire.

Une destinée est faite de la rencontre d'un caractère et de circonstances, ai-je déjà écrit il y a quelques mois. Le caractère il a démontré qu'il l'avait, les circonstances elles n'avaient ni la gloire de celles de De Gaulle, ni la longue patience de celles de Mitterrand mais même réduites à la rencontre d'un mécène elles ont été au rendez-vous !

Depuis sept mois, le nouveau président est en place. Je soulignais hier qu'il apprenait vite de ses erreurs et qu'il n'avait guère d'opposition.

Assuré d'une majorité parlementaire qui lui doit tout comme lui doivent tout, les membres du Gouvernement, il peut diriger sans contrainte avec sa petite équipe élyséenne, rare dans sa communication, parfois cru dans ses propos, incarnant une nouvelle génération politique au détriment des deux anciens grands partis qui ont véritablement « dégagé ».

En fait après cinquante années d'alternance Droite-Gauche, le système politique français a littéralement explosé.

Ni droite-ni gauche, Emmanuel Macron, pourtant héritier de la gauche mais président des riches, avatar d'une social-démocratie devenue social-libéralisme, a su habilement surfer sur ce désamour des Français pour leur classe politique, « *profession la plus honnie avec celle de journaliste* » pour incarner un populisme libéral jupitérien alliant la

sacralisation de la monarchie républicaine, l'engagement européen, la démarche managériale du banquier s'attaquant avec vigueur à la réforme de la France que ni l'agitation sarkozienne, ni l'immobilisme hollandais n'avait pu mettre en œuvre !

L'impuissance des deux grandes formations traditionnelle avait, comme jamais, nourri les extrêmes, Front National et Front de Gauche devenu France Insoumise, mais il restait de la place pour une démarche plus consensuelle, plus centrale (*la France aime être dirigée au centre sinon par le Centre*) qui l'emporta, de justesse cependant, grâce aux erreurs magistrales de François Fillon, ouvrant la voie aux « *progressistes réformateurs* » et amenant une majorité centrale « *et de gauche et de droite* » réformatrice et pro-européenne aux législatives de juin.

Emmanuel Macron est clairement un libéral mais ayant vite pris goût au pouvoir où visiblement il se complet avec délectation, il faut s'attendre à une forme de libéralisme étatique pragmatique qui veut surtout des résultats, qui très certainement repoussera aux calendes grecques certaines propositions de campagne allant dans le sens d'une démocratie plus participative et qui n'hésitera pas (réforme du Code du Travail, réforme des Retraites) à passer en force chaque fois que cela lui apparaîtra nécessaire.

Mais la France ne se résumant pas à ses catégories les plus aisées, les plus diplômées, qui voient en lui un des leurs, il faudra s'il veut durer qu'il réponde désormais aux aspirations de protection, de justice sociale, d'égalité qu'expriment les catégories les plus populaires s'il veut devenir « *un grand Président* ». ■

Pensez à votre cotisation 2018 (bulletin page 10)



ESPOIRS

par Marc DUGOIS

En ce premier jour de l'année 2018 je forme le vœu que les peuples occidentaux prennent conscience en urgence de ce qu'est réellement la richesse qui les attire tant mais qui les engourdit tellement qu'ils ne réagissent plus devant le désastre qu'ils préparent aveuglément eux-mêmes.

Souvenons-nous que riche vient du mot franc *rik* qui veut dire pouvoir, et qui a donné *reich* en allemand. Être riche c'est avoir un pouvoir, être assis sur quelque chose (traduction littérale du verbe latin *possidere*), être riche c'est posséder. Mais avoir le pouvoir sur quoi ? Posséder quoi ? Avoir le pouvoir, ce n'est pas posséder des rebus ou ce qui encombre, c'est posséder ce qui fait envie, ce qui est désiré, ce qui plaît parce que c'est ressenti comme beau ou comme bon. La richesse c'est la possession de ce qui est perçu comme agréable, admirable ou délicieux.

Pour percevoir, l'homme a cinq sens dont quatre pour le beau et le bon. La vue et l'ouïe perçoivent le beau, l'odorat et le goût perçoivent le bon et seul le toucher tente de percevoir le vrai comme Thomas dans les évangiles n'a accepté de croire qu'en touchant. Ces trois notions du beau, du bien et du vrai se construisent et se détruisent, évoluent générations après générations, pour former une civilisation qui, petit à petit d'ailleurs, les mélange et les confondent. On dira en effet en français que « c'est bel et bien lui qui, au beau milieu du printemps, a eu une bonne grippe » pour ne parler que de vérités sans jamais parler du vrai. Ces trois notions ne sont pourtant des références qu'à l'intérieur d'une même civilisation. Montaigne voyait déjà les lois définissant le bien comme une « *mer flottante des opinions d'un peuple ou d'un Prince* » et il s'interrogeait: « *Quelle bonté est-ce*

que je voyais hier en crédit, et demain plus, et que le trajet d'une rivière fait crime ? Quelle vérité que ces montagnes bornent, qui est mensonge au monde qui se tient au-delà ? ». Aujourd'hui le bien chez Daesh n'est pas celui de Macron. Pour Daesh, Macron est un mécréant qu'il faut crucifier ou à qui il faut couper un bras et une jambe opposées comme le *Coran* en laisse le choix dans la sourate 5, et pour Macron, la guerre contre Daesh sera « gagnée d'ici mi, fin février » comme il l'a annoncé aux Français le 17 décembre. Prudent et surtout rusé, il a ajouté « en Syrie » ! Mais Macron comme Daesh n'envisage pas que la civilisation de l'autre soit respectable car chacun croit malheureusement détenir les définitions qu'il veut universelles du beau, du bien et du vrai.

Ces trois abstractions sont pourtant totalement subjectives et nullement universelles quelle que soit l'opinion de certain pape qui s'enferme dans le mot catholique qui veut dire universel en grec. Ces trois entités génèrent, en se combinant entre elles, trois nouvelles abstractions tout aussi subjectives: le bien et le vrai donnent le juste, le vrai et le beau donnent le clair et le beau et le bien donnent le riche, chaque notion cherchant à tout englober en cherchant à valoriser son point faible qu'elle voudrait voir perçu par tout le monde comme non bancal.

La clarté cherche en s'expliquant à être bonne, ce qu'elle n'est pas.

La justice cherche en ses palais à être belle, ce qu'elle n'est pas.

La richesse cherche en se chiffrant à être vraie, ce qu'elle n'est pas.



Mais dans notre civilisation, pendant que la justice tente de rester aveugle et qu'il y a toujours clairement des ordures, nous avons réussi, grâce aux médias, aux économistes et aux politiques qui y ont tous intérêt, à nous convaincre nous-mêmes que la richesse était une vérité et qu'il était même possible de la chiffrer. Oubliés Lao-Tseu et son « *Savoir se contenter de ce que l'on a, c'est être riche* », oubliés l'ancien président malien Amadou Toumani Touré à propos de son pays réputé pauvre et son « *Nous sommes riches de la famille* », oublié le bon sens qui sait que la consommation donne un peu de plaisir mais ne mène pas au bonheur. Nous surfons sur une idéologie anesthésiante qui nous a inventé des outils de diffusion du mensonge déguisé en vérité.

Ces outils sont la **création de richesses** avec son chiffrage le **PIB** et sa tour de Babel la **croissance économique**. La croissance qui fait rêver tous les politiques, les conduit systématiquement tous à l'échec, y compris bien sûr l'actuel quarantenaire élyséen comme tous ses contradicteurs, de cette brave Marine à ce pauvre Jean-Luc, puisque la croissance n'est que l'augmentation d'une richesse mythique que personne n'ose remettre en question. On cherche l'ambition politique, le journaliste ou l'économiste qui ne croirait pas la France riche et n'intégrerait pas la croissance dans son discours. Si nous étions le pays riche qu'ils nous présentent tous, comment se fait-il que nous devions mendier pour sauver Notre-Dame de Paris ou le château de Versailles, pour financer la recherche ou nourrir les plus déshérités ? Sans création de richesses les politiciens et leurs mentors n'ont rien à distribuer. Leur travail ou plus exactement leur occupation ne consiste qu'à nous convaincre que la vie a cessé d'être, ce qu'elle a été pendant des millénaires, une transformation par le travail humain de ce que la Terre nous donne puis un partage de tous les résultats. La vie serait devenue d'après eux création comme le ferait n'importe quel dieu. Pour ce faire il faut chiffrer cette « création » pour la rendre crédible et c'est le PIB, somme de toutes nos dépenses, que les polytechniciens de l'INSEE nous présentent comme la création annuelle de richesse et que journalistes et économistes nous inoculent à la méthode Coué pour en utiliser des pourcentages à qui mieux mieux. Plus nous dépensons, plus nous

sommes riches ! Qui ne serait sensible à cet agréable postulat ? Il faut donc de la croissance mais, comme ce n'est que l'augmentation des dépenses alors qu'il faut « en même temps » diminuer nos dépenses pour résoudre enfin la quadrature de leur cercle, la croissance patine et l'on scrute les étoiles pour savoir dans cet obscurantisme du troisième millénaire quand et où la manne reviendra enfin. A droite comme à gauche on l'attend et on l'implore avec une constance affligeante !

Ces outils fallacieux font rêver à des lendemains qui chantent mais ils faussent tous nos raisonnements. Ils nous ont fait perdre en particulier deux notions essentielles, le sens de l'oïkos et le sens de la monnaie.

L'oïkos, la maison en grec qui a donné leur préfixe à l'économie, à l'écologie et à l'écosophie, est le groupe cohérent, famille, nation, église, à l'intérieur duquel les échanges n'ont pas du tout la même nature qu'à l'extérieur : la coopération à l'intérieur, le troc à l'extérieur, deux types d'échange qui n'ont rien à voir. La coopération est l'échange des êtres en valorisant l'être au maximum, en cherchant à le rendre utile quelles que soient ses capacités comme c'est le cas dans n'importe quelle famille et comme c'était le cas dans les villages, alors que le troc est l'échange des productions, chacun cherchant à valoriser sa propre production et à se sentir le gagnant de l'échange. L'échange des êtres n'existe qu'à l'intérieur de l'oïkos, à l'extérieur il n'y a que l'échange des avoirs avec une satisfaction chez les deux protagonistes. L'avantage comparatif de David Ricardo que tout le monde connaît inconsciemment depuis des millénaires à l'intérieur de l'oïkos et qui valorise l'être, devient complètement faux quand des idéologues l'extrapolent à l'extérieur de l'oïkos où seul le troc est réaliste car les valeurs des êtres ne sont pas les mêmes. Plaquer artificiellement des valeurs comme la laïcité ou les valeurs universelles (ou catholiques pour les évêques de France avec leur accueil effréné des migrants) pour accoucher aux fers de nouveaux oïkos, est dérisoire, la laïcité ou les valeurs universelles étant au contraire la négation de l'oïkos et l'imposition de nouveaux colonialismes éthiquement déguisés. Le chômage n'est que la conséquence de l'oubli de l'oïkos et de l'oubli des



êtres au profit des avoirs. Cela va tellement loin que nous réinventons l'esclavage qui ne consiste qu'à prendre des êtres humains pour des avoirs. Nous réinventons l'esclavage ailleurs qu'est la mondialisation, l'esclavage plus tard qu'est la dette et l'esclavage ici et maintenant qu'est l'immigration. Accessoirement ces esclavages nous permettent de croire que nous vivons sur la création de richesses, et des générations entières ne cherchent plus à vivre mais à « profiter de la vie ». Nos hommes produisent de moins en moins, nos femmes font de moins en moins d'enfants, fin programmée de l'oïkos, fin programmée de notre civilisation sous nos yeux absents.

Mais la perte de l'oïkos ne serait pas possible sans la perte simultanée du sens de la monnaie. La capacité énergétique de la monnaie ne dépend que de l'oïkos mais elle le structure également. La monnaie est ce véhicule d'énergie contrôlé par l'oïkos comme l'électricité véhicule une énergie qui était contrôlée en France jusqu'à présent par EDF. Les deux ne sont que des transporteurs d'énergie, simples intermédiaires entre une production et une utilisation. Mais si l'origine de l'énergie électrique est multiple et reconnue, la perte de l'oïkos nous a fait passer à la trappe l'origine de l'énergie de la monnaie qui est l'énergie humaine. Nous nous prenons pour des dieux qui se donnent l'impression de créer collectivement des richesses en créant par l'intermédiaire des banques une monnaie imprimée ou virtuelle. Les banques, en créant la monnaie, oublient toujours de dire qu'elles émettent en même temps des créances sur leurs clients si ce sont des banques commerciales, ou sur leurs peuples si ce sont des banques centrales. Ces créances de plus en plus irrécouvrables sont l'explosif qui n'attend que son détonateur. Parallèlement les crypto-monnaies comme le bitcoin, après avoir fait semblant de créer un nouvel oïkos, sont définitivement tombées dans l'avoir et flambent comme l'immobilier, les bourses, les œuvres d'art et comme les oignons de tulipes au XVII^e siècle au Pays-Bas jusqu'à leur effondrement en février 1637. Je ne crois pas un instant que l'éclatement de ces bulles attendent 2037.

Mais pour demeurer dans l'illusion le plus longtemps

possible, nous nous habillons tous en observateur, en conseiller, en commentateur, en journaliste, en fonctionnaire public ou privé pour expliquer, sans rire et pour survivre, comment faire fonctionner le pays de Cocagne. Nous sommes devenus un peuple qui explique sans produire comment produire et comment nous allons tous vivre mille ans grâce à la recherche financée par la création de richesses.

Nous confions aux entreprises la mission totalement impossible de créer des richesses alors qu'elles ne font que répartir l'argent de leurs clients entre leurs fournisseurs, leurs actionnaires, leurs salariés et la collectivité. Pour faire circuler l'argent, les entreprises produisent des biens et des services mais il n'y a aucune création de richesse, il n'y a que des transferts si ce qu'elles produisent intéresse. Les clients viennent échanger volontairement leur argent contre la production de l'entreprise, les deux étant normalement le fruit de l'énergie humaine, ce qui est complètement oublié depuis que l'on a inventé le revenu universel, la monnaie hélicoptère ou simplement la dette. La publicité est l'ultime trouvaille que nous avons conçue pour nous convaincre, avec de l'argent aussi abondant que dévalorisé, que les masses d'encombrants fabriquées en continu par les machines sont des richesses

Je forme le vœu que se diffuse en 2018 dans le monde, à partir de la France, l'idée simple que la richesse n'est qu'une façon de regarder, de trouver beau ou bon un objet, une idée ou un être, que se diffuse l'évidence que la richesse est donc inchiffable, qu'elle se constate et ne peut se créer. Il est enfantin puis pervers, car refus du bon sens et base de notre autodestruction, de croire à la création de richesses, de voir dans la richesse autre chose que le regard que les puissants portent sur leurs propres avoirs en nous faisant payer à tous leur vie trop facile et en nous promettant la lune pour que nous continuions à rêver à leur ressembler. Il nous faut nous extraire des grandes théories que nous ânonnons sans les comprendre et donc sans oser les affronter. Souvenons-nous simplement que dans notre oïkos que nous appelons nation, il est écrit dans le préambule de nos deux dernières constitutions que le travail est un droit. Appliquons



ce droit par des sociétés productives d'économie mixte public-privé en arrêtant les esclavages, en mariant enfin la puissance publique et l'initiative privée, ce que ni le communisme ni le libéralisme n'ont réussi à faire. Nous devons certes payer le prix auquel nous sommes capables de produire mais nous économiserons les gaspillages fabuleux en

publicité et nous aurons la fierté d'avoir collectivement sauvé notre civilisation sans la prendre vainement, vaniteusement et bêtement pour LA civilisation sur LA planète. Puisse 2018 être l'année où, en refusant enfin de croire à la création de richesses, nous aurons arrêté la construction de la nouvelle tour de Babel. ■

Pensez à votre cotisation 2018

2018 – BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN

établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie du Gaullisme – BP 48 – 94700 Maisons-Alfort

Nom et prénom _____

Rue, boul., avenue, impasse, autre _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone fixe _____ - Téléphone portable _____ - Courriel _____

Cotisations : _____ x 35 € (plus de 25 ans) / _____ x 16 € (moins de 25 ans) / _____ x 39 € (couple) / à partir de _____ x 75 € (membre bienfaiteur)



Compte rendu du dîner-débat du 6 décembre
présidé par Frédéric CASADESUS

LE PROTESTANTISME EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS

par Christine ALFARGE

Qui peut comprendre la religion protestante s'il ne connaît pas l'histoire ?

Comment aborder le sujet, existe-t-il un homme politique protestant en France ? En réalité, plusieurs parmi eux ont promu un certain nombre de réformes.

Frédéric Casadesus nous dit : « *Il faut poser la question de l'archétype, l'homme politique est assez banal, à la source l'image est extrêmement négative, la même haine qu'à l'égard des juifs, ce protestant proche des caractéristiques juives, justifiant des persécutions* ».

La fédération protestante de France

Les protestants ont fêté les cinq cents ans de la Réforme. Que s'est-il passé le 31 octobre 1517 ?

En affichant ses quatre-vingt-quinze thèses contre les indulgences sur la porte de l'église du château allemand de Wittenberg, Martin Luther jetait les bases d'une nouvelle religion chrétienne, le protestantisme.

Absolutisme et liberté d'entreprendre

Frédéric Casadesus rappelle cependant que « *Les protestants étaient partisans de l'absolutisme, les protestants français étaient attachés à l'absolutisme parce qu'ils étaient nobles et que la monarchie pouvait protéger les deux à la fois, l'État redonnant un statut, une protection de liberté de conscience* ».

« *Dire le protestant entrepreneur, c'est un pléonasm* » pour Frédéric Casadesus. Alors que dans un premier temps l'économie de marché fut réfutée par le clergé catholique, communautés anglo-saxonnes et protestantes intégrèrent le facteur religieux au modèle économique lui permettant d'accepter les actes de commerce.

Protestant et politique, les deux ne se confondent pas

Deuxième élément sur une supposée rigueur, versant le plus exact, ajoute Frédéric Casadesus : « *Si vous rencontrez des hommes politiques protestants, une certaine vérité existe mais à toute règle il y a une exception par exemple le président Gaston Doumergue. D'autres hommes politiques protestants au service de l'État, avec des limites, ont fait preuve de rigueur parce qu'ils ne sont pas des aventuriers mais au contraire discrets* ».

Le paradoxe par excellence, Lionel Jospin, quand toute sa façon est protestante notamment son geste du 21 avril 2002 lorsqu'il assume l'échec de la campagne. Pour Frédéric Casadesus : « *De toutes les qualités, il y a aussi le péché d'orgueil car les protestants ont une tendance à penser qu'ils ne sont pas mal mais il ne faut pas trop le dire* ».

Rôle du protestantisme dans la vie politique française depuis cinquante ans

Frédéric Casadesus pense que « *sans doute avec le judaïsme, le protestantisme a fait comprendre que la France n'était pas un seul bloc, assumant sa diversité, contribuant à une république une et indivisible, une certaine philosophie avec laquelle les juifs de France et les protestants ont été les premiers partisans de la république et un soutien indéfectible à la loi de 1905* ».

Les protestants ont établi un dialogue rude mais le protestant politique a contribué au dialogue pacifiste et calme entre 1981 et 1986, l'âge d'or du protestantisme en France, notamment à travers la personnalité de Michel Rocard. Le dialogue a sans aucun doute contribué aussi à ce que la vie politique ne soit pas un affrontement permanent. Les protestants votent comme l'ensemble des Français.



La compatibilité avec le gaullisme

À son époque, le Général de Gaulle avait d'ailleurs choisi comme ministre des affaires étrangères un protestant, le fidèle Maurice Couve de Murville, qui mettra en œuvre la politique étrangère gaullienne de la France en 1958 et cela durant une dizaine d'années. Il sera son dernier Premier ministre de 1968 à 1969.

Fondateur du journal *Réforme* dont le premier numéro sortira en avril 1945, le pasteur Finet destinera ce journal protestant à traduire les événements du monde à la lumière de l'Évangile, jusqu'en août 1970. Dans un éditorial du 9 mai 1959, intitulé « *Un an après* », il montrera sa satisfaction de voir le Général de Gaulle revenu au pouvoir. Gaulliste et protestant, il était très attaché à l'État, alors que la conception horizontale du pouvoir politique chez les évangéliques, leur goût de la collégialité, les éloignent du gaullisme traditionnel.

Frédéric Casadesus s'interroge « *Est-ce que le président Macron est protestant ou les protestants se reconnaissent dans le président Macron ? Un grand nombre de ses propositions sont partagées et vécues comme telles* ».

La question initiale, les évangéliques sont-ils d'origine américaine ?

Les racines des évangéliques remontent au début du protestantisme, au XVI^e siècle. Ils partagent toujours les valeurs fondamentales des réformateurs (Martin Luther et Jean Calvin...). Ils reconnaissent ce qui a été revendiqué dès la Réforme, à savoir la séparation des Églises et de l'État. Ils sont désignés sous l'appellation de « protestants évangéliques » en distinction avec les Églises protestantes dites historiques comme les Églises réformées ou luthériennes.

Le mouvement évangélique est apparu sur le continent européen, en Suisse, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Angleterre avant même la naissance des États-Unis. Il y a cependant une spécificité protestante, pourquoi les évangéliques ont pris racine ailleurs qu'en Europe et sont revenus ? Selon le philosophe Olivier Abel plus proche de la *Bible* que les protestants évangéliques : « *Dans son essai « Le Nouveau Pouvoir » Régis Debray a raison d'alerter contre l'essor d'un néo-protestantisme mondialisé, mais a tort de réduire la religion protestante à une idéologie morale de la transparence absolue. Régis Debray a fait un travail passionnant sur ce qu'il estime être l'accélération de l'américanisation de la vieille*

Europe et la France en particulier, mettant le néo-protestantisme comme faisant partie de la civilisation américaine, étant le seul à cocher les cases de la postmodernité : le marché, la pluralité, la primauté du son, la place des femmes et celle faite aux rescapés. C'est une religion portable, légère, qui correspond à l'augmentation mondiale des populations déplacées, déracinées et précaires. Pour ce qui concerne la France, Régis Debray pointe à juste titre l'écart entre le vieux protestantisme huguenot classique lié à Gutenberg et à la galaxie de l'écriture et le néo-protestantisme pentecôtiste des megachurches, de l'Internet et des nouvelles formes de communautés ».

Selon Sébastien Fath « *Les évangéliques sont aujourd'hui plus bourgeois grâce à l'amélioration de leur niveau de vie ce qui pourrait créer des tensions à l'intérieur même de la fédération protestante de France* ». Ce sociologue des religions a pu observer les églises d'immigration en France, aujourd'hui huit protestants sur dix sont afro-antillais en Ile-de-France.

« *Si le mouvement évangélique prend de l'importance, c'est parce que l'émotion prend le dessus, la moindre étincelle provoque une émotion. Le protestant place la ferveur collective au centre de la pratique religieuse. Si vous passez à proximité d'une église évangélique, vous pourrez écouter des conseils sur la question du comportement, le protestantisme vous apparaîtra charmant* », s'exprime Frédéric Casadesus. Il ajoute : « *Chez les nouveaux protestants, les évangéliques ne sont pas plus compréhensibles mais plus compatibles* ».

L'Europe a été créée par des prêtres, une démocratie chrétienne et germanique. Le protestantisme se définit comme une église de la nation. Les catholiques sont affiliés à Rome tandis que les protestants se sentent associés à leur pays.

Le sentiment religieux s'individualise, le politique et le temporel se séparent, le relativisme se développe. Bien que les transformations sociales et économiques soient très importantes il n'y a pas d'émergence de nouvelles formes religieuses.

Dans un monde globalisé, on peut dire qu'il y a une nécessité d'un avènement, l'espérance d'un avènement de confiance tant attendu pour lequel les religions les plus anciennes encore aujourd'hui peuvent se rejoindre dans la spiritualité du message divin et le bonheur de l'âme. ■



BONNE ANNEE 2018 ? SANS DOUTE MOINS QUE CE QU'ESPÉRAIENT LES FRANÇAIS

par Paul KLOBOUKOFF

Pour la directrice du FMI, ce 31 décembre, « la reprise économique est plus forte et mieux partagée » dans le monde. Christine Lagarde invite donc les pays à en profiter pour se désendetter et mener des réformes en profondeur. En ce qui concerne la France, elle salue le « calendrier » d'Emmanuel Macron, qu'elle semble regarder avec les yeux de Chimène (le calendrier), comme nous le verrons ci-après. Elle estime que « la réalisation de réformes structurelles importantes doit constituer pour la France un gage de crédibilité afin d'engager ensuite un dialogue de fond sur la modification des institutions européennes ou aller plus loin dans l'intégration » (1). C'est une façon courtoise de dire qu'il est bon de faire ses preuves en France avant de prétendre conduire les réformes de l'Union européenne (UE). Mme Merkel ne la contredira sans doute pas.

La première partie du présent document est consacrée à un rapide examen de ce qui peut nous attendre en 2018 et les années suivantes, après une croissance en fin 2017 un peu plus élevée que prévu plaçant notre pays dans une dynamique favorable pour aborder l'avenir... à court terme. Hélas, les hausses de la fiscalité, avec leurs impacts sur les prix et les pouvoirs d'achat risquent fort de contrecarrer cette tendance et de ralentir la croissance, tandis que la réduction espérée par tous du chômage ne serait que marginale.

En matière d'emploi et de chômage, la « stratégie » de l'Exécutif est basée sur l'instauration de la « flexi-sécurité » à la scandinave. Le point sur la question fait l'objet ici de la deuxième partie.

Le volet « flexibilité » a été ouvert au pas de charge avec les cinq ordonnances sur la réforme du Code du travail. La progression n'est, cependant, pas aussi « pépère » et rapide qu'escompté. Une sixième, complémentaire et rectificatrice d'erreurs, dite « ordonnance balai », qui vient d'être arrêtée en Conseil des ministres, risque de ranimer des ardeurs combattantes. Une septième, sur le travail détaché, est à l'étude. De l'animation est donc encore à prévoir en 2018 sur cette réforme qui comporte encore des indéterminations et s'avère plus complexe qu'imaginé.

Quant au volet « sécurité », qui comprend les « réformes » de l'assurance chômage, de l'apprentissage et de la formation professionnelle (FP), ses premiers pas ont connu des obstacles, financiers, notamment, des changements de caps et des reculs. Ses aboutissements sont encore incertains et les durées des tractations auxquelles il donnera lieu semblent difficiles à prévoir avec précision. Le « calendrier de l'avant » ne tient plus. L'introduction de la sécurité aura beaucoup de retard sur la flexibilité. Les éventuels impacts des réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage ne seront à attendre qu'à moyen terme. Ces réformes ne seront pas des armes fatales contre le chômage en 2018, et peut-être même en 2019.

Dans une troisième partie, je rappelle des critiques exprimées dans mon dernier article sur la faiblesse du « Grand Plan d'Investissement », de 57 milliards d'euros (Mds €), qui ne peut pas prétendre constituer un accélérateur de la croissance et de l'emploi. À cette fin, l'Exécutif compte (trop) sur les cadeaux faits aux « riches » détenteurs de valeurs mobilières et sur des « investisseurs » nationaux et étrangers... qui auront du mal à « digérer » les sur-taxations des bénéfices imposées de 2012 à 2017 et encore en fin 2017.

Le « numérique » se propage en France (comme ailleurs) depuis des années. Sans que notre économie en soit plus prospère et notre croissance plus soutenue. Malgré cela, maintenant, l'addiction au « tout numérique » sévit parmi nos gouvernants. Un tout numérique totalitaire qui nous envahit, que cela nous rende service ou provoque, chez certains, des « désagréments », des difficultés, dont l'origine est souvent d'ordre « technique ». Il est inacceptable que soient soumises à ses obligations, à sa dictature, les personnes âgées et/ou handicapées, ainsi que les autres qui ne réunissent pas les aptitudes et les moyens, financiers, notamment, pour « entrer dans l'ère du numérique ».

Le TN n'étant pas la panacée, dans une Europe et un monde où la concurrence est la règle, il serait nettement préférable que les préoccupations et les efforts portent, plus sobrement et prioritairement, sur la compétitivité et l'abaissement des coûts.



1 - Le cocktail fiscal de Macron : un frein réel à la croissance en 2018 ?

Un quinquennat plein de promesses pour la France, selon le FMI

Bonne année 2018... pour la croissance mondiale, qui devrait « s'accélérer », montant de + 3,6 % en 2017 à + 3,7 % en 2018, selon les prévisions de novembre du Fond monétaire international. Mais, cela ne va pas forcément durer. Pour les années suivantes, la circonspection est de rigueur. Beaucoup d'inconnues ! Et des menaces de ruptures liées, notamment, à l'endettement excessif de trop d'États, de banques et de grandes entreprises. Cela ne retient pourtant pas le FMI d'afficher des prévisions de croissance mondiale d'au moins + 3,7 % par an de 2019 à 2022. Ceci, malgré les ralentissements attendus de la croissance aux États-Unis, de + 2,3 % en 2018 à + 1,7 % en 2022, en Chine, de + 6,5 % en 2018 à + 5,8 % en 2022, ainsi que dans l'Union européenne, de + 2,3 % en 2017 à + 1,7 en 2022 (2).

Les principaux soutiens de la croissance mondiale pendant le quinquennat se trouveraient dans des pays émergents et en développement, **en Inde**, en Afrique au Sud du Sahara, ainsi qu'au Brésil et au Mexique, en particulier. Dès 2018, l'Inde deviendra probablement la cinquième puissance mondiale, passant devant la France et le Royaume-Uni (3).

Par contre, dans nos enviés pays d'Europe du nord, entre 2017 et 2022, le taux de croissance des PIB chuterait de + 3,1 % à + 1,8 % en Suède, de + 3,1% à + 1,8% aux Pays-Bas, et de + 2,1 % à + 1,2 seulement **en Allemagne. Une faiblesse**, qui serait en partie d'origine démographique, semble-t-il, pour cette dernière.

Dans cet environnement plutôt « dépressif », **la France serait presque un îlot de prospérité** où le PIB croîtrait au rythme devenu inhabituel de + 1,8 % à + 1,9 % **pendant tout le quinquennat**. Ce serait un retournement de situation historique... difficile à expliquer.

Hardi, le FMI a aussi inscrit une baisse continue de notre taux de chômage, de 9,5 % en 2017 à 9,1 % en 2018, 8,7 % en 2018... et 7,8 % en 2022. Très curieusement, cependant, ses prévisions du nombre total d'emplois s'arrêtent en 2018, avec 25,418 millions (Mi) d'emplois, contre 25,293 Mi en 2017, soit + 125.000 emplois (+ 0,5 %). Comment à été calculé le nombre de chômeurs après 2018 ? Mystère !

Les « prévisions » du FMI comportent aussi des évolutions très vertueuses des dépenses publiques (- 8 % d'ici 2022), des recettes publiques (- 4,2 %) et, consécutivement, du déficit public, qui baisserait de 3 % du PIB en 2017 à 0,8 % en 2022. La dette publique brute serait ramenée à 1.900 milliards (Mds) €... et notre incorrigible déficit des échanges extérieurs, de 1,1 % du PIB en 2017, serait réduit à 0,05 % du PIB à la fin du quinquennat. Malgré les ralentissements attendus des PIB et, par conséquent, des demandes intérieures chez nos plus gros

clients. Malgré la nécessité pour eux de redoubler de compétitivité pour exporter davantage et importer moins.

On est en droit de se demander si d'aussi belles « prévisions » pour la France ne résulteraient pas de la quantification par Mme Lagarde et ses experts d'objectifs (ou de vœux) que nos gouvernants ont pu exprimer, en se gardant, d'ailleurs, « prudemment » de les dater et de les chiffrer ?

« La BCE se montre confiante pour l'avenir » (4), mais prolonge sa politique monétaire

Pour la Banque centrale européenne, « la croissance s'accélère » dans la zone euro. C'est pourquoi elle a revu ses prévisions à la hausse, les portant à + 2,4 % en 2017, + 2,3 % en 2018 et + 1,9 % en 2019. Il s'agit donc d'une « accélération » en 2017, annonciatrice d'un ralentissement de la croissance. La magie du verbe !

Son patron, Mario Draghi, se flatte d'avoir contribué à ce succès grâce à sa politique monétaire. Il entend maintenir la forte pression sur les taux d'intérêt et poursuivre le rachat d'obligations (« quantitative easing ») à raison de 30 Mds € par mois jusqu'à septembre 2018, voire au-delà si cela s'avère nécessaire. Il estime donc probablement que sans ces « béquilles », la zone euro aura davantage de difficulté à avancer. Il regrette que l'inflation se limite à 1,5 % en 2017, nettement en dessous de l'objectif de 2 %, et qu'aucune accélération ne soit prévue au cours des deux années à venir. Sauf en France, peut-être ?

Plus de réserve de la part de l'OCDE, de l'INSEE et d'économistes français

Pour l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la croissance mondiale ne serait « que » de + 3,6 % en 2019. Dans la zone euro, l'Allemagne continuerait de profiter d'un taux de change réel très favorable par rapport à ses voisins concurrents et d'une productivité supérieure aux leurs. **Le taux de croissance du PIB de l'Allemagne** serait de + 2,5 % en 2017, de + 2,3 % en 2018 et de + 1,9 % en 2019. **Il resterait ainsi plus élevé que celui de la France**, que l'OCDE a estimé à + 1,8 % en 2017 ainsi qu'en 2018, et à 1,7 % en 2019 (5). Il n'est pas impossible que de telles prévisions, plus « tendanciennes », se révèlent aussi plus réalistes que celles du FMI.

Selon l'analyse « conjoncturelle » approfondie de l'INSEE de décembre, la croissance française **en 2017** dépassera les prévisions antérieures, atteignant + 1,9 %. Sur de bons rails, elle pourrait conserver ce rythme au moins au premier trimestre de 2018, tirée par la demande intérieure, essentiellement des entreprises, par une demande mondiale en expansion, ainsi que par la remontée des revenus agricoles et la « reprise » du tourisme international.



Pour les experts de l'INSEE, la croissance en 2018 sera tributaire de la façon dont les ménages réagiront à la hausse de la fiscalité en début d'année (écologie, tabac et majoration de la CSG), qui s'accompagnera du retour de l'inflation. Ces facteurs pousseront à la **baisse le pouvoir d'achat des ménages**. Une baisse chiffrée à au moins - 0,7 % au premier trimestre et à - 0,3 % sur l'ensemble de l'année (5). Ces estimations, qui semblent « modestes », tiennent-elles réellement compte de toutes les hausses de prix annoncées pour le début de l'année qui frapperont les consommateurs ? Celles des prix du fuel, de + 7,6 centimes par litre (+ 10 %), et de l'essence, de + 3,84 cent/l, du gaz naturel (+ 6,9 % en moyenne), ainsi que de l'électricité, du timbre vert et de l'éco pli, de + 9,6 %, du rouge, de + 11,8 %, du prix de la journée d'hospitalisation, de 18 à 20 €, de la consultation du généraliste, passé de 23 à 25 € en mai 2017, des tarifs des mutuelles santé, de celles des assurances auto (que les incendies de plus de mille voitures au réveillon du nouvel an ne feront pas, baisser) et habitations, des tarifs bancaires, des PV de stationnement, etc.

En attendant les baisses plus tardives de la taxe d'habitation, des cotisations sociales salariales chômage et maladie, les ménages réduiront-ils leurs dépenses ou puiseront-ils dans leur épargne ? Ces experts s'attendent à un « fléchissement » de l'investissement des ménages, les ventes de logements neufs ne progressant plus depuis le début de l'année 2017. On peut aussi penser que les mesures hostiles aux acquéreurs potentiels de logements décidées (cf. dans mon article précédent : « 8 - Coup de torchon sur l'immobilier et les propriétaires) ne soutiendront pas l'investissement immobilier ».

Il est douteux, en outre, que la sur-taxation illicite des bénéfices des sociétés de 2012 à 2017 pour un montant total de 10 Mds €, et celle, abrupte, de près de 5 Mds infligée en fin 2017 à plusieurs centaines de « grosses » entreprises, constituent, aux yeux des investisseurs français et étrangers, des preuves tangibles de la stabilité, de la rigueur, de la justice et de la modération de la fiscalité française. C'est très regrettable !

À la notable différence du FMI, l'INSEE ne prévoit qu'une **réduction très faible du taux de chômage, de - 0,1 % sur un an**, qui ramènerait le taux très regardé à **9,4 % à la mi-2018** (6). La modestie de ce recul serait en partie due à la chute brutale du nombre des emplois aidés, de 459.000 en 2016, à 280.000 en 2017 et à 200.000 en 2018 (7).

« *Bercy et l'INSEE s'écharpent sur l'impact des mesures fiscales en 2018* » a pu titrer *lefigaro.fr* le 21 décembre (8). En effet, alors que le Gouvernement a annoncé une baisse des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) en 2018, l'INSEE prévoit une augmentation que ses experts ont chiffrée à 4,5 milliards d'euros (Mds €). Et il n'est pas dans les habitudes de l'Institut de faire vainement de la résistance.

Pour l'économiste Serge Federbusch, avec ses mesures fiscales, « **Macron plombe la croissance** » (5). Il freine le dynamisme de l'économie observé par l'INSEE. Il ralentit la croissance, qui reste à la merci d'une possible appréciation de l'euro, d'une hausse des prix des hydrocarbures ainsi que de la remontée (attendue) des taux d'intérêt. Sans revenir sur la fragilité du système financier.

2 - Introduction de la flexi-sécurité : un parcours hésitant et erratique

Volet flexibilité : encore des corrections et des ordonnances supplémentaires en vue

On peut se demander comment les experts de l'INSEE (et les autres) ont pu évaluer et chiffrer les impacts des changements de comportements des entreprises et des travailleurs qui résulteront de l'application des cinq ordonnances sur la réforme du Code du travail prises hâtivement en septembre 2017, ainsi que de la sixième, dite « ordonnance balai », destinée à corriger, à compléter et à préciser les cinq précédentes. Adoptée en Conseil des ministres le 20 décembre, elle en précéderait une septième, sur le travail détaché, en cours de préparation au ministère du Travail pour être prise avant le 15 mars 2018 (9).

Malgré le recours aux ordonnances, le parcours suivi par le volet « flexibilité » est hésitant, incertain, erratique et plus long que ce qui était annoncé. Les « débats », les tensions et les manifestations ne sont pas terminés. D'autant que la sixième ordonnance comprend des dispositions qui porteraient encore davantage atteinte aux « droits fondamentaux des travailleurs », dénoncées par des syndicats et des députés de La France Insoumise (LFI).

Volet sécurité : retard à l'allumage, mise en route contrariée et pousive

« **Assurance-chômage : le gouvernement réduit ses promesses** » (10).

C'est le titre d'un article du 13 décembre, qui fait le point sur l'avancement de la réforme, les difficultés vécues et les nombreux sujets, souvent conflictuels, à négocier avec les partenaires sociaux (huit organisations syndicales et patronales ont été sélectionnées) en un temps record pour parvenir à un accord fin janvier 2018. Une gageure !

On se souvient que le projet initial de l'Exécutif visait à instituer une assurance-chômage (AC) quasiment universelle, gratuite, ouverte aux indépendants (professions libérales, commerçants, artisans, autoentrepreneurs, chefs d'entreprises non-salariés...) ainsi qu'aux salariés démissionnaires. L'État (les contribuables) devait prendre en charge cet élan de générosité. Notamment à l'aide des recettes provenant de la majoration de la CSG de + 1,7 %. Mais le **risque** est grand de **voir** une flopée de démissionnaires « profiter » de l'aubaine et **le nombre de chômeurs à indemniser s'envoler**. L'effet sur la « courbe du



chômage » serait désastreux. En outre, les comptes de l'AC de 2016 montrent un déficit annuel de 4 Mds € et une dette accumulée de 29,8 Mds €. « *Un casse-tête pour l'exécutif qui ne peut faire autrement qu'édulcorer les promesses de campagne d'Emmanuel Macron...* ». « *Aussi, tout l'enjeu consiste-t-il à restreindre au maximum le champ des possibles de cette réforme, sans pour autant en perdre l'esprit global* » (10). Et le faire accepter par les partenaires sociaux. En arrière marche ! Avec de la pédagogie, donc !

Parmi les questions « délicates » sur lesquelles il conviendrait de s'entendre d'urgence, figurent : - l'abandon (espéré par le patronat) du système de bonus-malus sur les cotisations patronales imaginé par l'Exécutif pour décourager les contrats courts, réduire la précarité (et nourrir le « choc de simplification »); - la détermination de conditions plus ou moins restrictives d'indemnisation (statut, ancienneté, durée et montant des allocations...) de tout ou partie des 3 millions d'indépendants (volontaires ?), en évitant de majorer les cotisations chômage ; - mêmes questions pour l'indemnisation des salariés démissionnaires ; - le choix des sanctions à infliger aux demandeurs d'emploi qui ne recherchaient pas d'emploi ou refuseraient des offres « raisonnables » ; - la redistribution des rôles dans la gouvernance de l'AC, avec la mainmise partielle, voire (pourquoi pas ?) totale, de l'État sur celle-ci.

Vu le menu proposé, il faudra beaucoup de persuasion de l'Exécutif, ainsi que de compréhension et de souplesse de la part des syndicats (et de leurs bases) pour que le calendrier soit respecté. Et, en tout état de cause, lorsque la réforme de l'AC sera mise en application, il est peu probable qu'elle fasse baisser le chômage. Au contraire ?

Formation professionnelle (FP) : une « concertation » très encadrée

La « feuille de route » présentée par Edouard Philippe le 25 octobre prévoyait l'ouverture de discussions avec les Régions, d'un côté, et, d'un autre, avec les partenaires sociaux à partir de la mi-novembre. Parmi les objectifs de la réforme, étaient mis en exergue ceux de « **doter tous les actifs de la capacité de se former de façon autonome, qui ne dépende pas d'un intermédiaire quel qu'il soit** »... de « **libérer les salariés de la complexité du système de formation professionnelle pour leur permettre, de façon indépendante, de construire leur parcours professionnel grâce aux outils du numérique, d'être acteur et non pas seulement sujet de la formation** » (11).

Cette volonté « novatrice », remarquée, ne ressort pas aussi fortement dans le « document d'orientation » remis aux partenaires sociaux le 15 novembre. Celui-ci fixe les objectifs de la réforme retenus par l'Exécutif pour entrer dans l'ère de transformation qualifiée « *d'économie de la connaissance* » : « *investir massivement dans les compétences, donner à chacun la liberté de choisir et la capacité de construire son parcours professionnel et protéger les plus vulnérables* » (12).

Pour ce qui est des compétences, l'Exécutif compte sur les entreprises. Les parcours individuels relèveront d'abord de l'État

et des partenaires sociaux. Pour ce qui concerne les plus vulnérables, l'État et, plus encore, les Régions devront être au premier rang.

Plus concrètement, il s'agit, en particulier, de « **former, en plus du rythme de croisière des dernières années, un million de demandeurs d'emploi de longue durée et un million de jeunes sans qualification** ». La formation des demandeurs d'emplois relève des régions et est en partie financée par des cotisations sociales, à concurrence de 700 à 800 millions €.

Les participants ont été invités à se pencher sur plusieurs sujets, au nombre desquels : - le renforcement du compte personnel de formation (CPF), son unité de mesure (le comptage en heures est critiqué), son montant garanti... ; - l'évolution des métiers, celles des besoins futurs en emplois et qualifications ; - les contributions à venir des partenaires sociaux au financement de la formation professionnelle, que l'Exécutif aurait fixée à 1,5 Md € en 2019, et qui aurait « pour vocation à évoluer en fonction du nombre de demandeurs d'emploi » ; - la simplification des plans de formation des entreprises, de leur adaptation au numérique, ainsi qu'aux besoins spécifiques des TPE et des PME ; - l'accompagnement individuel dans l'élaboration du projet professionnel, un véritable droit pour chacun.

Les participants ont jusqu'à fin janvier pour boucler « leurs » propositions. Un peu juste pour un travail sérieux ?

Apprentissage : « concertation » crispée et déjà un clash entre l'État et les Régions

Le coût annuel de l'apprentissage, 8,2 Mds €, est financé par l'État, à hauteur de 2 Mds €, par les Régions et par les entreprises. Ces dernières paient la « taxe d'apprentissage » (0,68 % de leur masse salariale), qui est attribuée à raison de 51 % aux Régions, de 23 % à de grandes écoles et universités, et de 26 % aux centres de formation d'apprentissage (CFA). Ces centres sont le plus souvent gérés par les branches professionnelles sous tutelle pédagogique du ministère de l'Éducation ou du ministère en charge de l'Agriculture.

Le nombre d'apprentis en formation, de 412.300 au total en fin 2016, a baissé depuis 2008 dans le secondaire pour se réduire à 259.800, tandis qu'il a augmenté dans le supérieur pour atteindre 152.500. Or, comme d'autres, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) a observé que les taux chômage étaient nettement plus faibles chez les jeunes ayant bénéficié d'une formation en alternance que chez ceux ayant eu une formation « classique » (13). Alors qu'il y aurait 16 % d'apprentis chez les 15-24 ans en Allemagne, la France n'en compte que 5 % (14). Et « 1,3 millions de jeunes » sont sans emploi, sans qualification, sans formation.

C'est « une aberration économique », « un gâchis humain », a martelé la ministre du Travail Mme Pénicaud, en appelant à une « révolution copernicienne », le 10 octobre, lors du lancement de la concertation entre les acteurs concernés (organisations syndicales, patronales, conseils régionaux, chambres consulaires...) devant nourrir la réforme. L'objectif est de



relancer l'apprentissage et d'en faire « une voie d'excellence », grâce à la mobilisation de tous, ont entendu les membres des quatre groupes de travail constitués pour s'atteler à la tâche et rendre leurs copies au début de février 2018. Il s'agit de **lever les nombreux freins qui minent le système**. Et « **les entreprises doivent pouvoir davantage piloter l'offre de formation** »... sans aller jusqu'à confier la gouvernance du système aux branches professionnelles (15). Ce qui serait considéré comme un « casus belli » par les Régions.

« **Apprentissage : les régions claquent la porte de la concertation** », puis « **Apprentissage : bras de fer entre l'État et les Régions** » a-t-on pu lire sur le *Net* entre le 21 et le 24 décembre, pendant que les médias grand public braquaient avec obstination les micros et les projecteurs sur les détails des mangeailles, des festivités, des cadeaux et des autres dépenses « record » qui allaient faire de Noël un véritable événement... presque sans rapport avec la commémoration de la naissance du Christ.

Il apparaît que l'Exécutif tient les Régions, qui pilotent le système depuis 1983, pour suffisamment responsables du déclin de l'apprentissage pour décider de leur retirer le pilotage et le transférer aux entreprises, en même temps que le montant de la taxe professionnelle (1,6 Mds €) qui est attribuée aux Régions. Pour le gouvernement, **le marché doit réguler le dispositif, en finançant des formations là où il y a des besoins** (14). Une pierre de plus dans le jardin des Régions (après les coupes budgétaires et la réforme de la taxe d'habitation). Pour l'association Régions de France, c'est « une privatisation ». Elle a aussitôt décidé de se retirer des « concertations » en cours. Des élus régionaux ont décidé de suspendre leurs investissements en faveur de l'apprentissage. De leur côté, les syndicats de travailleurs avaient dénoncé des rencontres qui tournent à la « réunionite » (13).

En fait, selon l'article de *jdd.fr* du 24 décembre, le ministère du Travail voudrait aller nettement plus loin, **donner aux branches la maîtrise des contrats de professionnalisation ainsi que de ceux d'apprentissage, et instaurer un « financement au contrat »**. Les branches décideraient des ouvertures et des fermetures de classes, ainsi que des prix des contrats. Ne resterait aux Régions que la gestion du bâti, comme pour les lycées professionnels. Les Régions n'apprécient, évidemment, pas.

Après les vœux présidentiels et les festivités de fin d'année, les « concertations » devront donc reprendre en janvier, de préférence sur des bases plus explicites. **La FP et l'apprentissage étant toujours traités séparément ?**

Emploi, chômage : peu à attendre en 2018 des réformes de la FP et de l'apprentissage

Il paraît difficile d'attendre à court terme des impacts décisifs de réformes de la FP et de l'apprentissage. Par contre, il est possible que les nombreuses personnes supplémentaires en recherche d'emploi qui « entreront » en formation ou en apprentissage fassent baisser temporairement le taux de chômage. Pour cela, il faudra attendre que l'Exécutif, les Régions et les partenaires sociaux se soient mis d'accord sur l'essentiel des changements à introduire, puis que le projet de loi « visant à la création de nouvelles protections professionnelles » soit définitivement adopté. En octobre, le gouvernement, **optimiste**, tablait sur la fin de l'été 2018. Pour une application au 1^{er} janvier 2019 ?

D'après Macron lui-même, les réformes sociales lancées la première année du quinquennat mettront de 18 à 24 mois pour produire leurs résultats (16).

3 - Investissement public faiblard - Addiction au « tout numérique totalitaire »

Dans mon précédent article j'avais déploré l'absence de stratégie industrielle et montré la faiblesse du Grand plan d'investissement (GPI) de 57 Mds €, soit de l'ordre de 1 % de la dépense publique totale du quinquennat. 57 Mds pour essayer de créer 300.000 emplois, au coût moyen de 190.000 €.

Un montant de dépenses, dont on peut rappeler ici qu'il comprend 15 Mds pour « *édifier une société de compétence* » et « *investir massivement dans les compétences des Français* ». Nous avons entraperçu ci-dessus les ressorts qu'apporterait la réalisation des réformes de la FP et de l'apprentissage à cette édification. Edifiant ! Des grands mots pour des moyens encore indéfinis et très modestes.

Une partie des 20 Mds prévus pour « accélérer la transition écologique » seront consacrés à augmenter de 70 % la capacité de production d'énergies renouvelables. La question n'est pas ici de contester l'utilité de défendre la planète contre le réchauffement ! Mais planter des floppées d'éoliennes sur terre ou en mer et installer des panneaux solaires tous azimuts, des

sources d'énergie intermittentes utilisant des matériels à fort contenu en importation, est coûteux et économiquement non rentable.

9 Mds sont inscrits pour « *Construire l'État de l'âge du numérique* », les administrations et les services de santé devant en être les « bénéficiaires ». Jusqu'ici, la propagation du numérique n'a pas abouti à la réduction des effectifs et des coûts dans la Fonction publique. Je suis dubitatif sur l'impact à attendre de cet « investissement ».

Dans le privé, le numérique détruit plus d'emplois qu'il n'en crée. La réduction des coûts qu'il est sensé engendrer est une clé de son succès. Il déplace une partie du travail et des dépenses de traitement de l'information de l'entreprise « émettrice » vers l'entreprise ou le ménage destinataire. Il restreint l'accès à l'information de ménages qui ne sont pas en mesure de répondre à ses exigences : posséder un ordinateur, un « smartphone » et une connexion Internet haut débit en état de marche, disposer d'une imprimante, être un virtuose dans la



gestion des mots de passe, dans la navigation dans les comptes « personnels », etc. Trois exemples concrets : - la banque chez laquelle j'ai un compte d'épargne évolutif ne me communique aucun relevé annuel de situation (intérêts versés, prélèvements, encours...). Il faut aller chercher sur son site dans un compte personnel « protégé » une info limitée à l'encours ; - sur nos cinq caisses de retraite, une seule nous communique un relevé annuel des prestations reçues, des prélèvements... Cela n'empêche pas ces caisses de transmettre ces infos au fisc... ce qui nous permet d'avoir une info tronquée (à déchiffrer) sur nos feuilles de déclaration de revenus pré-remplies au printemps suivant ; - notre taxe d'habitation dépassant, 2.000 €, « la loi rend obligatoire le règlement de cette somme par paiement en ligne ou par prélèvement à l'échéance ». Même chose pour le paiement de la taxe foncière. Ceci, malgré nos âges avancés (connus de la Direction des Impôts), puisqu'ensemble nous totalisons plus de cent soixante ans. Absurde !

Cela fait belle lurette que nous sommes plongés dans le numérique. Et cela n'a pas « boosté » la croissance en France. Il n'est pas indispensable que nous y soyons plongés corps et âme et il n'est pas acceptable que nous y soyons soumis pour tout contre notre volonté... et quelles que soient nos « aptitudes ». Il

est incompréhensible que, malgré les protestations, les personnes âgées (de plus de soixante-dix ans, en particulier) et handicapées ne soient pas autorisées à échapper à cette dictature. Non au Tout numérique totalitaire ! Nos gouvernants victimes d'addiction doivent se soigner et renoncer à accélérer une évolution qui va déjà assez vite sans eux... et qui n'est pas dépourvue de risques, comme le montrent les cyber-attaques géantes dont nos médias grand public nous parlent très peu. Il est dangereux que notre société et notre économie soient trop dépendants du numérique et, de ce fait, vulnérables.

L'Exécutif compte beaucoup sur les riches et sur les multinationales pour investir et relancer la croissance. Il n'apparaît pas évident que ses « messages » discordants et en partie contradictoires aient les effets stimulants escomptés. L'évolution récente de notre indice « phare », le CAC, ne révèle pas un fol enthousiasme de la part des « investisseurs ». De **5.382, le 8 mai**, il a baissé jusqu'à 5.032 au 29 août, puis est remonté jusqu'à 5.518 au 3 novembre, pour descendre à **5.313 le 29 décembre**, dernier jour de cotation de l'année.

Les « investisseurs » semblent avoir des doutes. Et ils ne sont pas les seuls ! ■

Sources et références

- (1) Lagarde : « *La reprise économique est plus forte et mieux partagée* », lefigaro.fr/conjoncture/2017/12/31/20002...
- (2) *IMF World economic outlook*, novembre 2017.
- (3) « *Puissance économique : la France dépassée par l'Inde dès 2018 ?* Source : Centre for Economics and Business Research lefigaro.fr/conjoncture/2017/12/26/20002-2017...
- (4) « *La BCE se montre confiante pour l'avenir* », lefigaro.fr/conjoncture/2017/12/14/20002...
- (5) « *Macron plombe la croissance !* », contrepoints.org/2017/12/22/385946-macron...
- (6) « *Croissance, investissement, emploi : la France aborde 2018 avec dynamisme* », lefigaro.fr/conjoncture/2017/12/19/20002...
- (7) « *Emmanuel Macron sur les contrats aidés : Que ceux qui les défendent les prennent !* », europe1.fr/politique/emmanuel..., le 14/11/2017
+ « *Contrats aidés : les secteurs les plus touchés par les suppressions* », lesechos.fr/05/09/2017.
- (8) « *Bercy et l'INSEE s'écharpent sur l'impact des mesures fiscales en 2018* », lefigaro.fr/impots/2017/12/21/05003...
- (9) « *Code du travail : une sixième « ordonnance balai » adoptée* », lesechos.fr/economie-France/social/030105..., le 20/12/2017.
- (10) « *Assurance-chômage : le gouvernement réduit ses promesses* », lefigaro.fr/social/2017/12/13/20011-2017...
- (11) « *Formation, apprentissage : une réforme pour la fin de l'été 2018* », lemoniteur.fr/article/formation-apprentissage..., le 26/10/2017.
- (12) « *Formation professionnelle : ce que contient le document d'orientation* », lesechos.fr/economie-France/social/030877047600-formation..., le 15/11/2017.
- (13) « *Les clefs de la réforme de l'apprentissage* », lesechos.fr/economie-France/dossiers/03085191..., le 22/12/2017.
- (14) « *Apprentissage : les régions claquent la porte de la concertation* », lesechos.fr/economie-France/social-030105461..., le 21/12/2017.
+ « *Apprentissage : bras de fer entre l'État et les Régions* », lejdd.fr/politique/apprentissage-bras..., le 24/12/2017.
- (15) « *La concertation sur la réforme de l'apprentissage lancée dans un climat crispé* », lemonde.fr/politique/article/2017/11/10/la-concertation...
- (16) « *Le chômage va-t-il reculer en 2018 ?* », lefigaro.fr/conjoncture/2018/01/01/20002...